

COP 23 : bilan, mobilisations, enjeux de l'égalité femmes-hommes

vendredi 17 novembre 2017, par [Yveline Nicolas](#)

Présidée par les îles Fidji, la 23ème conférence des parties à la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques ou COP23 s'est tenue du 6 au 18 novembre 2017 au siège de la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques, à Bonn en Allemagne. La COP23 visait un "dialogue de facilitation" pour accélérer des contributions nationales des Etats à partir de 2018. Celles-ci ne permettent pas actuellement d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris de contenir la hausse de la température « nettement en dessous de 2 °C » en 2100 par rapport aux niveaux préindustriels.

Un enjeu suivi de près par Adéquations : la prise en compte de l'égalité femmes-hommes et des droits humains dans les négociations. Bonne nouvelle : un Plan d'action genre a été adopté.

Sommaire de cet article

- [Premier bilan de la COP23](#)
- [Les enjeux de la COP23](#)
- [Progrès de la prise en compte des droits et de l'égalité femmes-hommes](#)

Premier bilan de la COP23

Comme souvent, le bilan des négociations climatiques donne une impression très mitigée. Les lentes avancées contrastent avec les rapports alarmants sur la dégradation des équilibres climatiques et écosystémiques. Les exercices onusiens nécessitant d'aboutir à des consensus entre positionnements souvent inconciliables laissent insatisfaits les mouvements sociaux qui militent pour la justice climatique.

Cependant la mobilisation acharnée depuis des années des associations de femmes et féministes, et les alliances avec des personnes dans les institutions et pouvoirs publics convaincus de l'importance de concrétiser le principe d'égalité femmes-hommes, a permis l'adoption d'un Plan d'action Genre ([lecture en ligne et téléchargement ici](#)), qui constituera une nouvelle base de plaidoyer dans les institutions et les programmes climat. [Les peuples autochtones](#) obtenaient la création d'une Plateforme des peuples autochtones et des communautés locales sur le changement climatique, visant à favoriser les échanges de savoir entre communautés, qui représentent 360 millions de personnes et 4000 langues sur tous les continents. De même, l'agriculture, deuxième émetteur de gaz à effet de serre, qui constituait jusqu'à présent un point aveugle, vont enfin être mises à l'agenda des négociations climatiques via un groupe de travail sur la sécurité alimentaire ; le mode d'agriculture et d'alimentation est en effet déterminant dans l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre et l'adaptation aux impacts du changement climatique.

Quelques annonces ont été faites par des gouvernements et des acteurs économiques, comme la création d'une Alliance pour la sortie du charbon par une vingtaine de pays (Canada, Grande-Bretagne, Belgique, Finlande, France, Italie, Portugal, etc. mais aucun pays gros consommateur de charbon, comme la Chine ou l'Inde) ou les désinvestissements des énergies fossiles (Norvège). En même temps l'emprise de milieux d'affaires et industries est critiquée, comme en témoigne une lettre associative de protestation à propos de la présence des industries nucléaires, bénéficiant de stands d'information bien en vue, se présentant comme "initiatives de la société civile".

Si les Etats-Unis, 2ème émetteur mondial de gaz à effet de serre, qui ont confirmé leur retrait (effectif en 2020) de l'Accord de Paris, n'ont pas contrecarré les négociations, l'Union européenne s'est montrée peu engagée, la Chine ambiguë et ni la France ni l'Allemagne n'ont fait d'annonces importantes. L'ambiance

des Etats était au manque d'enthousiasme. Pour le gouvernement français, la prochaine étape est son [One Planet Summit](#) le 12 décembre 2017 visant à mobiliser concrètement pour des initiatives et financements climat. L'accès à des financements pour mettre en oeuvre la transition écologique, y compris dans les pays pauvres, au niveau urbain comme au niveau agricole, et que ces financements parviennent réellement aux structures les mieux à même de développer des politiques cohérentes et/ou des initiatives pilotes transférables, est l'enjeu principal. De leur côté, les organisations de la société civile se mobilisent autour de la campagne "[Pas un euro de plus](#)" (pour les énergies du passé) demandant que les financements soient "intégralement réorientés dans le soutien à la transition vers des sociétés justes et durables".

Mais la présidence fidjienne de la COP23 et le groupe des pays en développement ne sont pas parvenus à mettre en avant la question récurrente du financement des "pertes et dommages" dus aux changements climatiques et des transferts financiers des pays riches vers les pays les moins responsables du changement climatique et pourtant les plus impactés par les conséquences. Un point doit être fait en 2018 sur les 100 milliards de dollars par an d'ici 2020 promis par les pays riches depuis 2009... En tout cas l'engagement de 2 milliards de dollars de la précédente administration américaine passe à la trappe.

Le décalage est grand entre les discussions techniques sur la finance carbone et autres mécanismes technologiques (où les panels sont majoritairement masculins) et les témoignages poignants de représentant-es de communautés faisant face aux catastrophes climatiques. Destruction de leurs habitations, sécheresses et épisodes caniculaires où il faut continuer à vivre et travailler par presque 50° de température, migrations forcées et leur cortège de violences : [les femmes sont particulièrement touchées](#), qui portent déjà en temps normal une charge supplémentaire de travail domestique, alimentaire et de soins aux enfants et personnes dépendantes. Elles sont aussi très présentes comme défenseuses des droits environnementaux et initiatrices de projets concrets.

L'accord de Paris doit entrer en application en 2020. Il comporte un mécanisme de révision à la hausse des engagements nationaux tous les cinq ans, avec une première révision obligatoire en 2025. Notons que le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat ([GIEC](#)) prévoit son sixième rapport d'évaluation en 2022. Un des acquis de la COP23 est l'établissement d'un bilan mondial des émissions de gaz à effet de serre pour fin 2018, après un an de dialogue et en vue de la 24ème conférences des parties sur le climat. La COP24 aura lieu fin 2018 à Katowice en Pologne, pays dont le développement est fondé sur le charbon et l'importation de gaz de schiste des Etats-Unis et qui, au niveau européen, bloque différentes réformes en faveur du climat. Pour éviter une régression des négociations, il est prévu que la présidence fidjienne continue à s'impliquer officiellement dans le "dialogue facilitateur" préalable à cette COP (une session de négociations intermédiaires aura lieu en mai 2018) et dans l'animation de la COP24 en Pologne. Dans cette année considérée comme charnière de 2018, il s'agira de poursuivre le « Dialogue Talanoa » de la COP23 (ou « conversation globale sur les efforts à mener pour lutter contre le changement climatique »), inspiré par la tradition culturelle du Pacifique de discussion constructive, qui sera basé sur trois questions : "où en sommes-nous ? où voulons-nous aller ? comment y parvenir ?"... [Site web du Dialogue de Talanoa \(en anglais\)](#)

Faire le lien entre des négociations internationales frileuses et les innombrables initiatives et dynamiques au niveau des sociétés civiles et à l'échelon territorial constitue un enjeu crucial. L'implication de tous les acteurs politiques, sociaux, économiques, associatifs et syndicaux a un rôle majeur à jouer, à condition de prendre en compte l'existence de rapports de pouvoirs, d'inégalités et de discriminations sociales et environnementales. Et de ne pas occulter la question de la compatibilité ou non du modèle économique, consumériste et financier mondialisé actuel avec une réduction urgente et massive des émissions de gaz à effet de serre.

- Cf. notre dossier ci-dessous sur les enjeux de la COP23, les mobilisations des organisations de la société civile, et les avancées de l'égalité femmes-hommes.
- [Communiqué de la CCNUCC à la fin des négociations](#)
- [Réactions d'organisations de la société civile, Réseau Action Climat \(vidéo\)](#)

Les enjeux de la COP23

La 23ème conférence des parties à la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques a démarré le lundi 6 novembre 2017.

Il s'agit d'une nouvelle étape dans la mise en oeuvre de l'Accord de Paris de 2015. Celui-ci est actuellement ratifié par 175 pays (chiffre réactualisé à mars 2018) sur 197. Il a été signé par tous les pays de l'ONU - sauf la Syrie et les Etats-Unis qui se sont retiré de l'Accord. Parmi les pays importants n'ayant pas encore ratifié figurent la Russie et la Turquie. De son côté, la Chine apparaît très mobilisée pour la COP23.

Depuis la COP21 à Paris, la plupart des Etats ont déposé leurs "contributions déterminées au niveau national", indiquant leurs engagements en matière d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre et de politiques climatiques. Un premier bilan doit être fait en 2018. Mais ces contributions, fondées sur le volontariat, sont insuffisantes pour parvenir à l'objectif de l'Accord de Paris qui était de contenir la hausse de la température moyenne sur la planète « nettement en dessous de 2 °C » en 2100 par rapport aux niveaux préindustriels, en « poursuivant des efforts » pour limiter cette hausse à 1,5°. Selon le rapport du Programme des Nations unies pour l'environnement, paru quelques jours avant le début de la COP23, la mobilisation actuelle mène la planète vers un réchauffement global de plus de 3°. Les émissions de gaz à effet de serre ont continué à augmenter : 0,5 % en 2016. L'année 2016 a été la plus chaude depuis les premiers enregistrements à la fin du 19ème siècle, selon l'Organisation météorologique mondiale, soit +1,1°C par rapport à l'époque préindustrielle. Les épisodes climatiques extrêmes se multiplient, tels les récents ouragans dans les Caraïbes ou le cyclone qui a dévasté les îles Fidji (qui président la COP23), début 2016, affectant 40% de la population, avec 40 000 maisons et 200 écoles endommagées ou détruites, 1,4 milliard de dollars de dégâts (soit un tiers du PIB du pays).

L'enjeu central de la COP23 est la négociation des règles d'application de l' Accord de Paris qui doivent être adoptées à la COP24, qui se tiendra en Pologne en 2018. Un objectif de la COP23 est donc d'initier un "dialogue de facilitation" visant à rehausser les engagements des contributions des Etats et à harmoniser les informations et les modes de calcul de ces contributions nationales, pour permettre un premier bilan en 2023. Des discussions se poursuivent également sur des enjeux et initiatives thématiques de "l'Agenda de l'action" : agriculture, énergie, forêts, eau, finances, santé...

Mais comme à chaque négociation internationale, se pose la question de l'insuffisance des financements climat en direction des pays les plus pauvres, qui sont aussi les moins émetteurs de gaz à effet de serre et les moins responsables du dérèglement climatique. Pour eux, la reconnaissance des pertes et dommages dues aux catastrophes climatiques et de leur indemnisation, est cruciale, mais les pays riches sont réticents à considérer leur responsabilité qui déboucherait sur des soutiens financiers. Un Mécanisme international de Varsovie relatif aux pertes et dommages a été créé en 2013 lors d'une précédente COP, mais le plan d'action 2017-2021 proposé par le Groupe des experts sur les pertes et dommages est critiqué pour son insuffisance.

La COP23 (ou COP 23/ CMP 13/ CMA 1-2) est organisée dans un Campus Climat divisé en deux secteurs : la « zone Bula » et la « zone Bonn » avec une "intégration étroite des deux zones pour s'assurer que les négociations, les événements et expositions seront intégrés dans une seule conférence". Dans la zone Bula (mot qui signifie bonjour et exprime une bénédiction, un souhait de santé et de bonheur dans la culture fidjienne) auront lieu les négociations entre les gouvernements. La zone Bonn, située dans le parc de Bonn « Rheinaue » accueille des événements de haut niveau, des événements parallèles et des expositions organisées par la CCNUCC et le gouvernement allemand, et les pavillons des délégations.

[Un Sommet climat des peuples pour la justice climatique s'est tenu du 3 au 7 novembre à Bonn](#). Comme à l'ouverture de chaque COP, [une marche pour le climat](#) a eu lieu (4 novembre), incluant [une représentation féministe](#). Une délégation représentant des organisations américaines de la société civile ([The US's People Delegation](#)) est présente durant toute la COP pour manifester contre l'actuelle politique du gouvernement des Etats-Unis de soutien aux énergies fossiles et proposer d'autres solutions.

[La 13ème Conférence de la Jeunesse \(COY13\)](#) a eu lieu du 2 au 4 novembre 2017, rassemblant 1300 participant-es de plus de 100 pays. Son slogan est "Talanoa Mada - Youth Accelerating Climate Action" (La jeunesse accélère l'action climatique). Talanoa "est un terme fidjien qui décrit un processus de dialogue significatif et participatif, qui rassemble les gens pour exprimer leurs préoccupations, mettre en lumière les problèmes, partager des idées et des opinions sans crainte de représailles".

L'initiative Jeunesse de lutte contre les changements climatiques, soutenue par le Québec et l'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD), aide à l'implication de jeunes des pays francophones les plus vulnérables aux changements climatiques, de 18 à 35 ans.

Prochaine échéance institutionnelle importante après la COP23 : le 12 décembre 2017, deux ans après l'Accord de Paris, la France organise le [One Planet Summit](#), sommet international pour mobiliser pour les financements climat, en partenariat avec l'ONU, la CCNUCC, la Banque mondiale, l'OCDE, la Commission européenne, [We Mean Business](#), la [Convention des maires pour le climat et l'énergie, C40 Cities](#). Des événements labellisés se tiendront entre le 10 et 13 décembre.

De leur côté, les organisations de la société civile prévoient une mobilisation "Pas un euro de plus" demandant que tous les financements soient "intégralement réorientés dans le soutien à la transition vers des sociétés justes et durables".

Mobilisations des sociétés civiles

- [Dossier du Réseau action climat \(position des ONG\)](#) ; [bulletin de suivi de la COP23](#) ; [informations quotidiennes du Climate Action Network \(anglais, espagnol\)](#)
- [Revue de presse climat](#)
- <http://pasuneurodeplus.info>
- <https://350.org/fr/cop23>

Ressources sur la COP23

- [Site web de la COP23](#) ;
- [Informations pour les participants](#)
- [Site web COP23 du gouvernement allemand](#)
- [Site web COP23 Fidji](#) ; [la vision des Iles Fidji pour la COP23](#)
- [Suivi twitter COP23](#) ; [twitter en français](#) ; [Facebook COP23](#) ; [youtube](#)
- Textes en négociation [COP23](#) ; [programme quotidien des négociations](#)
- [Dossier sur le site du ministère de la Transition écologique](#)
- [Dossier sur le site du ministère des Affaires étrangères](#)

Progrès de la prise en compte des droits et de l'égalité femmes-hommes

[COP23 - Dernière minute : le Plan d'action Genre et changement climatique issu des négociations, en français](#)

Les politiques concernant l'atténuation et l'adaptation au réchauffement climatique global et les financements "verts" doivent prendre en compte l'égalité des femmes et des hommes (approche de genre). La COP de décembre 2014 avait débouché sur le [programme de travail de Lima sur le genre](#). La Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) a publié en 2016 un document de lignes directrices pour intégrer le genre dans les actions liées au changement climatique ("Guidelines or other tools for integrating gender considerations into climate change related activities under the Convention") ; [Télécharger \(pdf 33 p. en anglais\)](#). A la COP 22 a été adoptée une [décision "Questions de genre et changements climatiques"](#). Parmi les recommandations, figure le fait que chaque pays devrait nommer une personne point focal national climat pour participer aux négociations et faciliter la prise en compte du genre par les délégations nationales. Or, d'après la [liste publiée par la CCNUCC, seuls 13 points focaux ont été communiqués à ce jour](#).

L'enjeu de la COP23 à Bonn concernant l'égalité femmes-hommes est l'adoption d'un Plan d'action genre pour concrétiser et amplifier les décisions précédentes. [Documents et informations sur les négociations Genre et climat sur le site de la CCNUCC.](#) Un "Gender day" a lieu le 14 novembre. [Programme. Bilan de la mise en oeuvre du Programme d'action de Lima sur le genre par la "Gender Team" de la CCNUCC](#) (en anglais).

En France, la [Plateforme Genre et développement](#), instance de concertation entre les organisations de la société civile et les pouvoirs publics, un [groupe de travail Genre et climat a proposé un plaidoyer en 2016, qui reste d'actualité](#). Adéquations organise et anime pour la Plateforme GED à la **COP23 dans le Pavillon français, le 15 novembre à 13h un atelier d'échanges sur le thème "Prendre en compte le genre dans les politiques et programmes climatiques et la transition écologique"**.
- [Télécharger le programme](#)

La [Women Gender Constituency \(Constituante Femmes\)](#) rassemble les organisations de la société civile qui participent aux négociations climatiques sur les enjeux de genre. La Women Gender Constituency est une coalition d'une trentaine d'ONG féminines et environnementales de plus de 60 pays, établie en 2009 comme observateur de la société civile auprès de la CCNUCC, et reconnue par le Secrétariat en 2011. Ses membres actifs sont notamment AIWC, APWLD, ARROW, C21st, Gender CC, WECF, WEDO, WEP.

Les organisations de femmes et féministes du monde entier organisent de nombreux événements à Bonn. Programme en téléchargement ci-dessous et document de plaidoyer du Women Gender Constituency. Un point sur l'avancée des négociations pour le Plan d'action genre (Gender Action Plan) a lieu tous les matins. Les négociations avancent très lentement alors qu'elles doivent se conclure en fin de première semaine de la COP. Communication : #MindTheGap, #WomenDefendCommons, #WomenClimateJustice, #Manels (contre les panels de discussion uniquement masculins, #Wanels (contre les panels uniquement "blancs"...))

Le plaidoyer de la Women Gender Constituency porte notamment sur les points suivants : adopter un Plan d'action pour le genre complet, mettre en oeuvre des politiques nationales fondées sur les droits humains, la participation et la préservation des ressources des communautés autochtones, garantir que les solutions climatiques soient sensibles au genre, promouvoir la santé, y compris la santé et les droits sexuels et reproductifs. Les enjeux de financements, d'agriculture, biodiversité, énergie, océans etc. sont également abordés, ainsi que les aspects techniques des négociations (comme la prise en compte des "pertes et dommages").
- [Plaidoyer de la WGC pour la COP23](#)

[Une remise de prix Solutions Genre et climat est organisée le 13/11 à 16h45, salle 7 de la zone Bonn.](#)

Women for climate justice (GenderCC), réseau international d'associations, expertes et militantes, propose également un texte de position et des ateliers à la COP23. [Informations](#). [WECAN](#) (Women's Earth and Climate Action Network) propose le [Women Leading Solutions on the Frontlines of Climate Change](#) le 13 novembre.

Les Jeunes féministes pour la justice climatique ont également leur événement (3 et 9 novembre), en lien avec la [Conférence des jeunes pour l'action climatique, qui se tient à chaque COP](#). Voir sur [facebook](#) et le [Fonds pour les jeunes féministes](#). Elles rassemblent des [histoires de jeunes filles et femmes des différents continents](#).

La 2ème édition du Livre blanc "Femmes, santé, climat" publié en France donne la parole à des femmes militantes et engagées pour l'environnement, en partenariat avec le réseau SupplémentdElles et avec l'Unicef, [Télécharger en pdf \(60 p.\)](#).

P.-S.

- [Dossier d'Adéquations sur Femmes, genre et climat ; archives de la mobilisation française Féministes pour la justice climatique](#)

- [L'analyse d'Adéquations sur le bilan de la COP 22 en 2016](#)
- [L'analyse de l'Accord de Paris sur le climat de 2015 \(COP21\)](#)

Copyright © Site de l'Association Adéquations - <http://www.adequations.org/spip.php?article2507>